

Agnès Chauveau et Charlotte Caubel : Macron se fout de notre gueule et place ses petites soldates

écrit par Cyrano | 18 août 2025





Cela avait commencé par Moscovici à la Cour des comptes, qui avait fait croire aux Français qu'il avait recruté l'analphabète socialiste et marocaine Najat Belkacem pour ses compétences.

Cela continue par Rachida Dati, au service de Macron, qui nous fait le coup d'Agnès Chauveau, nouvelle présidente de l'Institut national de l'Audiovisuel. Il faut dire qu'il y avait un peu le feu au lac pour Rachida, le président de l'INA, Laurent Vallet, s'étant fait prendre comme un vulgaire Andy Kerbrat en train d'acheter de la came à un mineur étranger ! Et comme la presse n'a révélé le scandale qu'un mois plus tard, Rachida n'avait pas bougé jusqu'alors, et a agi promptement pour dégager son toxico.

Il faut dire que la place est maudite, puisqu'auparavant, Agnès Saal s'était fait virer, ses notes de taxis exorbitantes ayant été épluchées, il a été prouvé qu'elle faisait aussi payer le taxi de ses gosses par l'institution, et fort cher. Et auparavant, Mathieu Gallet, l'ancien président, avait été dégagé,

lui aussi, suite à d'autres malversations qu'il n'était plus possible de défendre.

<https://www.ojim.fr/agnes-chauveau-nommee-a-la-tete-de-l-ina-la-malediction-continue/>

Donc, Rachida devait assumer la continuité, et elle ne s'est pas trompée, puisqu'elle a choisi Agnès Chauveau, qui a juste réussi l'exploit de se faire virer de Sciences Po pour plagiat !

Rappelons que la même Rachida Dati, qui postule à la Mairie de Paris, a bien du mal à justifier le chèque de 900.000 euros versé par Renault-Nissan pour ses services d'avocate, alors qu'elle était député européen, et qu'on n'a pas approfondi l'enquête sur ses nombreux voyages à Doha...

On croyait en avoir vu assez pour la semaine, mais c'était sans compter sur notre Choupinet national. Dépité de n'avoir été invité en Alaska par les duettistes Poutine-Trump, il lui fallait s'occuper des affaires intérieures françaises. Et comme d'habitude, il a été sublime.

Il a réussi à nous coller une de ses anciennes ministres, Charlotte Caubel, à la vice-présidence du Parquet de Paris. Elle dirigera une des cinq divisions du Parquet le plus puissant de France. Elle avait pourtant été classée 16e sur 17 lorsque proposée pour devenir Procureur de Créteil.

Mais elle est la femme du PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, intime des Macron et d'Édouard Philippe. Elle sera donc moins qualifiée que ses subordonnés. La place est d'importance. Le Parquet de Paris prend en charge les affaires les plus sensibles et politiques du pays. C'est lui qui décide, dans l'immense majorité des affaires, qui est ou non poursuivi.

Dans un système judiciaire où 90 % des personnes qui sont convoquées devant un Tribunal font l'objet d'une condamnation, c'est donc bien au sein du Parquet, et en particulier celui de Paris, que réside le pouvoir

judiciaire, et la possibilité d'affecter la vie politique, économique et sociale du pays. Nous en savons quelque chose, puisque la plupart des plaintes que nous subissons viennent du Parquet de Paris, ou bien sont appuyées par cette instance, qui est à l'indépendance de la justice ce que Marc Dutroux est au droit des enfants. Comment justifier que ses principaux dirigeants puissent être, non pas des magistrats dénués de toute attache politique, mais d'anciens collaborateurs de ministres, d'hommes et femmes politiques, des intimes de grands dirigeants, promus du fait de leur proximité avec le pouvoir qu'ils sont chargés de contrôler, au nom du peuple Français ?

Comment imaginer que Madame Caubel ait à un quelconque moment le courage, le désir, la capacité, de refuser une instruction, de s'attaquer à l'un de ceux qui l'ont gouvernée, nommée, fait monter, et d'ériger le rempart de l'État de droit pour protéger ceux qu'ils voudraient dévaster ?

Comment ne pas douter de sa compétence, alors qu'elle était arrivée 16e sur 17 dans le classement des candidats au Parquet de Créteil, là où le gouvernement voulait originellement la nommer ?

Comment ne pas craindre un magistrat faible, déjà sans crédibilité au moment d'être nommé, et donc proie à toutes les pressions, toutes les influences, toutes les manipulations ?

Comment faire confiance à un système qui fonctionne de cette façon ?

Et ce sont ces gens-là qui vont nous expliquer, à la rentrée, qu'il faut que les Français passent à la caisse pour sauver la France, alors qu'ils ne veulent racketter nos compatriotes que pour sauver leur caste et leurs magouilles, et la dictature de l'appareil d'État, qu'ils seront chargés d'appliquer, le petit doigt sur le pantalon.

Imaginez que nous soyons capables de mettre des foules

pareilles, chantant l'amour de la France et la volonté de punir les traîtres dont nous parlons ci-dessus, et bien d'autres...

CYRANO

RIPOSTELAIQUE.COM